

## Investir massivement dans la recherche et l'enseignement supérieur pour préparer l'avenir

### I) L'enjeu

Notre pays accuse un **grave retard** dans le domaine de la recherche, de la formation supérieure et de l'innovation. Ce retard est flagrant au regard des États-Unis ou du Japon, et ce dans un contexte où des pays comme l'Inde, la Chine ou le Brésil émergent déjà. La politique menée, depuis 5 années par les gouvernements de droite, a considérablement aggravé la situation, alors que la recherche, l'enseignement supérieur et le développement technologique incarnent plus que jamais, **le présent et l'avenir, la jeunesse et les progrès de la connaissance**.

Depuis 2002, l'enseignement supérieur et la recherche ont été laissés de côté. Ainsi, pour la première fois en un quart de siècle, la dépense consacrée au supérieur a diminué de 1 % chaque année. En 2004, la nation a dépensé en moyenne et par étudiant, le même montant qu'en l'an 2000.

Et que dire de la recherche publique qui en 2004 a dû faire face à une pénurie de moyens, sans évoquer l'absence de perspective pour les jeunes doctorants.

### II) Le bilan de la droite

Notre pays souffre d'une crise de l'attractivité des métiers scientifiques, tandis que nos chercheurs manquent de reconnaissance, et que la diffusion de la culture scientifique marque le pas. L'ampleur du taux d'échec en premier cycle licence et notamment lors des deux premières années génère un gâchis social et humain inacceptable. Bref, l'avenir n'est pas préparé, tandis que des disciplines scientifiques sont même menacées.

Ce bilan est celui de la droite au pouvoir, celui de Nicolas Sarkozy, qui a soutenu en tant que Président de l'UMP et ministre du gouvernement Villepin, le Pacte pour la recherche, récemment adopté, sans enthousiasme, et surtout sans l'assentiment du monde de la recherche. Ce Pacte préconise une démarche tatillonne et centralisée en matière de recherche. Il ne prévoit aucun rapprochement pourtant indispensable entre organismes de recherche et enseignement supérieur. Il risque d'asphyxier à terme les organismes publics de la recherche et donc pour une bonne part la recherche fondamentale. Il nous éloigne quotidiennement de l'objectif de 3 % du PIB, qui devrait être consacré à la recherche et l'innovation pour faire face aux défis, économiques sociaux, mais aussi culturels et humains de demain.



### III) Les propositions de Ségolène Royal

Ségolène Royal considère que la recherche et la formation supérieure représentent une priorité politique et budgétaire absolue :

- pour **redonner confiance** au pays, et à sa jeunesse ;
- pour **relancer l'économie**, l'investissement, et la croissance ;
- pour arrimer la France **au progrès, à la connaissance**, au rayonnement intellectuel.

Elle préconise une progression de l'ordre de 10 % par an, dans les cinq années à venir des moyens publics accordés à la recherche, à l'innovation. Elle propose en outre que sur les 68 milliards d'euros annuels d'aides aux entreprises, 15 % de l'enveloppe soient orientés vers la recherche-développement, au lieu de 5 % seulement aujourd'hui.

Elle veut qu'**une loi de programmation** soit adoptée au plus vite pour permettre aux universités de retrouver les moyens et les objectifs de l'excellence. En cinq ans, la dépense par étudiant sera portée au même niveau que la moyenne des pays de l'OCDE. Le renforcement de l'autonomie des universités s'exercera dans le cadre national. Un soin particulier sera accordé à l'amélioration de la **condition étudiante**, aujourd'hui facteur d'injustices. Le recul du taux d'échec en premier cycle sera recherché, pour des raisons sociales mais aussi d'efficacité économique.

Ségolène Royal s'engage par ailleurs à :

- instaurer **un service public d'orientation** pour que les jeunes s'informent pleinement des débouchés offerts par les différentes filières.
- créer **une allocation autonomie** pour les jeunes, sous conditions de ressources, assortie d'un contrat pour faciliter les études et l'entrée sur le marché du travail. Il s'agit d'une orientation à la fois sociale et de société, pour permettre à chaque jeune de conjuguer impératif de l'élévation du niveau de formation et de qualification, droit à l'émancipation, devoir d'insertion sociale et professionnelle.

**Avec Ségolène Royal,  
la seule candidate du changement**

